

Questions orales

● (1130)

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, dans sa question le député oublie d'ajouter certains faits. Par exemple, il oublie d'ajouter le fait que par l'indexation des tables d'impôt ce gouvernement permet chaque année aux contribuables de récupérer des millions de dollars en pouvoir d'achat, ce qui est justement récupéré sur la hausse du coût de la vie. Dans sa question le député oublie d'ajouter un autre fait, savoir, que ce gouvernement a régulièrement indexé des programmes comme celui des allocations familiales. Dans sa question le député oublie d'ajouter certains autres faits, savoir, que ce gouvernement, par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a mis de l'avant un programme qui s'appelle le crédit d'impôt-enfant, pour venir en aide aux familles qui ont le plus d'enfants. L'indexation de la pension de sécurité de la vieillesse, l'indexation du supplément de revenu garanti, ce sont toutes des mesures, madame le Président, que ce gouvernement a mis de l'avant afin d'aider les gens à passer au travers cette période difficile de hausses du coût de la vie.

[Traduction]

M. Rae: Madame le Président, le ministre a oublié d'admettre une vérité bien simple. Voilà trois ans de suite que nos concitoyens ne rattrapent pas l'augmentation du coût de la vie et cela va probablement durer pendant encore trois et peut-être cinq ans sans que le gouvernement offre aucun dédommagement.

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. L'inflation dans notre pays atteint 11 p. 100 et notre économie ne tourne qu'à 80 p. 100 de ses capacités. Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre comment on va pouvoir tirer les Canadiens du pétrin dans lequel ils se trouvent en continuant à appliquer la même politique de l'argent cher et des politiques fiscales sclérosantes, alors que ce sont elles justement, qui ont mis notre pays dans ces beaux draps? Les conservateurs ont appliqué ces mêmes politiques quand ils étaient au pouvoir et voilà que le gouvernement libéral en place les reprend à son compte aujourd'hui.

M. Crosbie: Ils font partie de vos rangs puisque c'est grâce à vous qu'ils sont au pouvoir.

[Français]

M. Bussières: Madame le Président, je trouve regrettable que le député ait mal lu l'excellent exposé budgétaire qui a été déposé par le vice-premier ministre et ministre des Finances. S'il l'avait bien lu, il aurait constaté que nous continuons à lutter contre l'inflation, que nous posons des bases solides pour un redémarrage de notre économie, et surtout que nous convions tous les Canadiens à relever le défi de l'autonomie énergétique, et en ce faisant, à activer le développement de notre économie par les milliards d'investissements qu'on va retrouver dans le domaine de l'énergie.

[Traduction]

M. Rae: Madame le Président, j'ai lu le budget; nous avons tous lu le budget et une constatation très simple s'impose: le gouvernement a maquillé les chiffres. Il a produit en octobre des chiffres qui prédisaient un taux d'inflation de 9.7 p. 100, et

celui-ci s'élève à 10.9 p. 100. Il a dit que la hausse du prix de l'énergie serait de 15.6 p. 100, et elle est de 18.2 p. 100. Il a dit que l'augmentation du prix des aliments serait de 10.1 p. 100, et elle s'élève actuellement à 12.7 p. 100. Le gouvernement a présenté en octobre un budget contenant des prévisions sur le taux d'inflation des deux prochaines années et, un mois plus tard, les chiffres cités s'avèrent totalement inexacts. Je vois que le ministre secoue la tête, mais c'est vrai, ces chiffres sont tout à fait erronnés. Comment peut-il s'attendre que n'importe quel citoyen honnête ait confiance dans l'honnêteté et la crédibilité du gouvernement dans le domaine des statistiques économiques quand les chiffres qu'il cite sont totalement faux et ne reflètent pas la situation réelle de l'économie canadienne?

[Français]

M. Bussières: Madame le Président, il est très malheureux que les connaissances et l'intelligence du député soient obnubilées par sa nécessité de faire de la rhétorique et de vouloir se montrer un solide politicien. Le député tente de tirer, au moyen d'un chiffre qui porte sur un mois ou un trimestre, des conclusions à long terme. Il doit faire l'examen des chiffres sur une plus longue durée, et il sait très bien que le gouvernement, par les mesures qu'il prend, demeurera dans les cadres des limites ou des chiffres qu'il a prévus parce que le gouvernement croit, contrairement à l'opposition, que tous les agents de l'économie, que tous les Canadiens, vont appuyer son action et lutter contre l'inflation afin de ramener le coût de la vie à des indices beaucoup plus raisonnables.

[Traduction]

LA HAUSSE DU COÛT DES ALIMENTS—LES MESURES PRÉVUES
PAR LE GOUVERNEMENT

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. Elle porte sur le prix des aliments. Le panier à provisions qui, en 1971, coûtait \$100 coûte maintenant \$217.30. Le ministre dit ne rien entendre à la macroéconomie, aussi je vais tenter de m'en tenir à des exemples simples. Il faut maintenant déboursier \$2.17 pour se procurer ce qui valait \$1 en 1971. Les consommateurs ont été durement touchés sous le rapport alimentaire depuis neuf ans. Etant donné que la hausse des prix énergétiques n'a pas encore commencé à se répercuter au sein du système, je voudrais que le ministre me dise quelles sont les intentions du gouvernement? Quelles mesures va-t-il prendre pour compenser les futures augmentations inévitables du prix des aliments?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes): Madame le Président, il est clair que l'honorable député, comme d'autres députés avant lui, essaie de choisir des chiffres d'une façon très sélective et de faire paraître des rapports sur l'indice des prix à la consommation, d'une façon détournée et avec des distorsions. L'honorable député devrait mentionner l'augmentation des salaires au cours des 10 dernières années, et il verrait qu'en réalité le travailleur canadien a encore plus d'argent dans ses poches à la fin de chaque mois, malgré les dépenses qu'il a à rencontrer par rapport à celles d'il y a 10 ans.